

## Compte-rendu Bureau CTS

<b>Président</b>	<b>Monsieur Francis BRUNELLE</b>
<b>Vice-président</b>	Monsieur Michel GIRARD
<b>Directeur de la DD92</b>	Monsieur Renaud PELLE
<b>Membres du bureau présents</b>	Madame Christine BRICOUT-CHANDEMERLE – DAC Nord Monsieur Claude CHAVROT – Formation des usagers Madame Maya DE SAINT MARTIN – DAC Centre Monsieur Stéphane LEVÊQUE – DAC SUD OSMOSE Madame Louise LIMES – SRP IMG Monsieur Louis MATIAS – FEHAP Monsieur Mathieu SAULNIER - CPTS Nanterre Monsieur Yvan TOURJANSKY - URPS Masseur Kinésithérapeute

### Ordre du jour

1. Concertation ONP – professionnels de santé à former dans les filières médicales MMOP ;
2. Point maisons « France santé » ;
3. Questions diverses ;
4. Si le temps le permet : retour sur la réunion régionale (présidents CTS, chargées de mission et directions départementales au siège de l'ARS IDF) ;

### Ouverture de la séance

La séance est ouverte par le Président, qui souhaite la bienvenue à Madame Louise Michel, nouvelle représentante du SRP – IMG. Un tour de table est réalisé à cette occasion.

Le Président revient sur les échanges tenus lors du Congrès de l'Association des maires de France. Il souligne :

- Les discussions nationales autour du devenir des ARS, qui ont limité la présence des Directeurs généraux lors de cet événement ;
- L'intervention d'Agnès BUZYN, venue défendre le rôle essentiel des ARS ;
- Les propos de la Ministre visant à nuancer le discours du Premier ministre ;
- L'absence de référence aux Maisons France Santé (MFS) dans cette prise de parole.

Coordination CTS92

07 68 60 54 08

[coordination@cts92.fr](mailto:coordination@cts92.fr)

<https://ct.sante-iledefrance.fr/hauts-de-seine/>

## 1. Concertation ONP

### 1.1 Scénarios nationaux présentés :

Trois scénarios (maintien, ralentissement, croissance) ont été exposés pour les professions médicales et paramédicales. Les propositions issues des groupes de travail sont :

- Maïeutique : +1 %/an ; besoin de révision des décrets encadrant les actes ;
- Médecine : +2 %/an pour répondre au vieillissement et aux besoins territoriaux ;
- Pharmacie : +1 %/an ;
- Odontologie : stagnation.

### 2.1 Retours des membres :

Les échanges ont porté sur :

- La gouvernance du numerus clausus et du concours d'internat, relevant conjointement des ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur, complexifie les processus de décision et de coordination, en particulier lorsqu'il s'agit d'ajuster les capacités de formation aux besoins des territoires ;
- Les tensions dans les facultés (nombre d'enseignants stable, hausse des effectifs) et le manque de terrains de stage ;
- Les limites du PASS/LAS et les places vacantes en première année de réforme ;
- L'accueil des étudiants (EMCO, stages) ;
- Les compétences croisées des sage-femmes ;
- Les problématiques d'accès aux soins et le rôle du médecin traitant, jugé à bout de souffle ;
- Le besoin de concevoir l'accès aux soins autrement, intégrant IPA et équipes d'accès aux soins ;
- Les effets des réformes successives du système de santé.

*Le CTS a émis un avis spécifique, présenté dans un document séparé joint au présent compte rendu.*

## 2. Point maisons « France santé » :

Le dispositif maisons « France Santé » vise à structurer un point d'accès clairement identifié au sein de l'offre de soins de premier recours, reposant sur un cahier des charges simplifié comprenant notamment :

- Présence ou proximité d'un médecin et d'une infirmière conventionnée ;
- Proposition d'un rendez-vous avec un généraliste sous 48 h ;
- Orientation vers le SAS en cas d'indisponibilité ;
- Financement pérenne de 50 000 €/ an (ETP, locaux, équipements...) ;
- 15 établissements par département.

Coordination CTS92

07 68 60 54 08

[coordination@cts92.fr](mailto:coordination@cts92.fr)

<https://ct.sante-iledefrance.fr/hauts-de-seine/>

Dans les Hauts-de-Seine, une approche territoriale intégrant le zonage et les réalités socio-économiques a conduit à prioriser les secteurs nord et sud, en particulier les MSP et CDS implantés en QPV, soit quatre structures identifiées pour la première vague prévue au premier trimestre 2026.

### Questions/réponses – maisons « France santé »

Quel est le statut juridique ?	Centre de santé, maison de santé ou cabinet de groupe. Structure repérable et reconnaissable par les patients
D'où viennent les professionnels qui vont travailler davantage ? Comment les soins sont-ils régulés ?	Les MFS s'appuieront sur des structures déjà existantes remplissant le cahier des charges. Il n'est pas prévu de surcharge d'activité ni de modification substantielle de l'organisation des professionnels de santé. La régulation des soins s'inscrira dans les modalités déjà en place, en articulation avec le SAS le cas échéant.
Y a-t-il une remontée d'informations ou la liste des structures est-elle déjà établie ?	Il s'agit d'un premier jalon dans une démarche plus large, associant notamment le Département en tant qu'instance légitime dans l'organisation des soins.
Existe-t-il une vision pour les autres départements ?	Oui, le dispositif pourra également s'appuyer sur des cabinets de groupe en secteur 1 ou des centres de santé, notamment dans des communes situées en ZAC. Une deuxième vague de déploiement est d'ores et déjà envisagée à relativement brève échéance.

### Plusieurs réserves ont été émises par les membres du bureau quant au dispositif :

- Crainte d'une gouvernance tripartite (CD, communes, DD) rendant le dispositif moins fluide ;
- Difficulté à garantir un accompagnement des usagers sur l'ensemble de la semaine ;
- Interrogation sur l'opportunité d'un financement pérenne supplémentaire pour des structures déjà existantes, dans un contexte de ressources financières restreintes ;
- Manque de lisibilité du dispositif, principalement perçu au travers de la coordination liée au SAS ;
- Risque d'« institutionnalisation » accrue des établissements de santé autour d'un point d'accueil unique ;
- Rappel du rôle passé des Conseils départementaux dans la fermeture des dispensaires ;
- Fragilité financière de nombreux centres de santé, dont les déficits sont supportés par les communes ;
- Sentiment que le dispositif ne répond pas pleinement aux enjeux de ressources humaines en santé et de disponibilité médicale, alors que l'extension des plages horaires des structures existantes apparaît comme un levier plus adapté aux besoins du territoire.
- Il est reconnu que la mise en place d'un cadre est pertinente ; toutefois, il sera indispensable d'identifier une organisation permettant d'assurer un accompagnement des usagers sur l'ensemble de la semaine.

Coordination CTS92

07 68 60 54 08

[coordination@cts92.fr](mailto:coordination@cts92.fr)

<https://ct.sante-iledefrance.fr/hauts-de-seine/>

### 3. Points d'actualité territoriale :

- La possible disparition des ARS, avec un transfert du champ sanitaire vers le préfet et du médico-social vers le Conseil départemental, suscite de fortes inquiétudes parmi les membres, qui y voient le risque de déséquilibre de l'ensemble des articulations construites.
- Situation d'insalubrité dans une résidence sénior autonomie du département.
- Une concertation au sein du CTS apparaît nécessaire au regard des difficultés rencontrées dans le suivi des femmes enceintes dans le cadre de la PASS de ville. Les patientes sont principalement orientées via les PMI et représentent environ un quart de la file active du DAC Sud ; le DAC Nord suit pour sa part près de 350 femmes, soit environ 80 % de la file active, tandis que le DAC Centre en accompagne une trentaine. Le dispositif, actuellement porté par les associations, demeure difficile à faire fonctionner, alors même que les besoins identifiés sont en adéquation avec la demande du territoire ; le déficit de fonctionnement est, à ce jour, pris en charge par les fonds propres des associations. Ces constats de terrains font écho à l'augmentation observée de la morbidité périnatale dans les données épidémiologiques.
- Blocages administratifs limitant l'accès aux soins ; nécessité d'une coordination renforcée entre ARS, CD et préfecture.
- Journée dédiée à la prévention et promotion de la santé en Ile-de-France prévue le 10 décembre à la Cité de la science avec l'intervention du président du CRSA.
- Déclinaison territoriale du SS en cours, avec séance dédiée à l'Académie de médecine.
- Recherche d'un chef de projet CLSM ; absence persistante de coordination PTSM.
- Financement et de la labellisation du SAS Psy.

### 4. Calendrier des prochains Bureaux CTS

**Prochaine séance fixée au 19 janvier 2026, de 18h à 20h.**

- 16 mars 2026
- 18 mai 2026

### 5. Décisions et suites à donner

- ✓ Les scénarios ONP seront soumis à la concertation plénière pour avis.
- ✓ Réaliser un CR sur les retours des membres pour le CRSA
- ✓ Diffusion du CR à l'ensemble des membres du Bureau